



COMMUNIQUE DE LA CGT/RATP

VISITE DU 1^{ER} MINISTRE
A L'ATELIER DE MAINTENANCE RATP DE RUEIL

LE 8 JANVIER 2009.

Ce matin à 10 heures, le Premier ministre, Monsieur FILLON, en présence de Monsieur MONGIN, Président directeur général de la RATP, des ministres des transports et de la relance économique, du président de la Région Île-de-France a tenu, au sein de l'atelier de maintenance du réseau ferré RER de la RATP à Rueil, un discours portant sur « le plan de relance » du gouvernement dans le domaine des transports collectifs de voyageurs et, notamment, des implications de ce plan pour la RATP.

Une forte délégation de la CGT/RATP, aux coté des agents de ce site de maintenance, a accueillis le premier ministre au rythme du slogan « Salaires, emplois, service public ! ».

Lors de cette visite et préalablement à son discours, l'ensemble des organisations syndicales de la RATP a été invité à échanger avec le premier ministre.

La CGT/RATP, à cette occasion, a réaffirmé son attachement et celui de l'ensemble des agents, comme d'une majorité des citoyens, au statut de l'entreprise publique de la RATP et de ses missions.

Les attaques gouvernementales faites au service public interpellent l'ensemble des salariés de la RATP quant à l'avenir du maintien de la RATP comme entreprise publique nationale de service public, l'ouverture à la concurrence prévue par le règlement européen de transports renforce ces craintes légitimes.

La question des transports collectifs en Région Ile de France fait l'objet d'une analyse partagée par l'ensemble des acteurs (responsables politiques, élus locaux, organisations syndicales, autorités organisatrices, etc.) qui conviennent que l'état actuel de saturation du réseau appelle à des investissements massifs, pour résoudre un problème complexe qui aboutira à des difficultés réelles et majeures d'ici moins de 10 ans.

Le développement exponentiel du nombre de voyageurs sur le réseau RATP, ces dernières années, ne s'est pas fait en parallèle avec une augmentation de l'offre de transport correspondante. Cette situation amène aujourd'hui à voir un réseau trop souvent saturé et où la moindre perturbation occasionne des retards conséquents, des suppressions de service et dégrade quotidiennement les conditions de transports de l'ensemble des usagers.

Lors de son discours, M. FILLON annonce la mise en œuvre d'un « plan de mobilisation pour les transports », il était temps ! En effet, depuis 20 ans, l'État s'est désengagé du financement des transports collectifs au profit des infrastructures routières et de la voiture particulière ; cette réalité a été confirmée par les propres propos du Premier ministre dans son discours.

Investir aujourd'hui pour le service public est une bonne nouvelle qui ne doit pas nous faire oublier les raisons d'un réseau aujourd'hui à la limite de la saturation du fait des manques d'investissements d'hier.

Le plan qui nous a été présenté revêt deux principaux aspects :

- **des mesures immédiates** : M. Fillon annonce une augmentation de l'investissement pour la RATP à hauteur de 450 millions d'euros supportée pour un tiers par la RATP, pour un tiers par la Région et enfin pour un tiers par l'Etat, soit 150 millions d'euros. Sans négliger cette somme, il apparaît que l'investissement de l'Etat est loin de correspondre à ce qu'il faudrait mettre en place, à ce qu'il peut mettre en place. D'autre part, les 150 millions supportés par la RATP sur fonds propres augmenteront la dette de l'entreprise publique qui demain pourrait être taxée de négligence dans ses modes de gestion ...

Les 150 millions d'euros demandés à la Région dans le cadre de ce plan ne seront pas sans conséquences sur la fiscalité régionale et risquent de faire supporter aux Franciliens tout ou partie de ce financement nouveau.

Enfin, ce plan de relance n'ouvre pas à des acquisitions et investissements nouveaux et se « limite » à accélérer des investissements déjà programmés afin d'empêcher la saturation excessive de certaines lignes, pointant prioritairement le renouvellement du matériel sur le RER A (augmentation de la capacité d'accueil de 30%) et sur les infrastructures.

- **des mesures à long terme** : le premier ministre a rappelé, au regard de la saturation actuelle et à venir du réseau, la nécessité d'investissements importants se chiffrant à plusieurs milliards d'euros afin de créer une rocade périphérique en mode lourd, rejoignant ainsi la proposition de la RATP autour du projet « Métrophérique » sans pour autant donner, ni le niveau d'investissements prévu par l'Etat, ni un calendrier précis de mise en œuvre.

Le premier ministre s'est simplement contenté d'annoncer que les études sont lancées et que la partie nord ouest sera la première à être mise en œuvre. Pour la CGT/RATP, les financements de ces études, mais aussi la maîtrise d'œuvre, la maîtrise d'ouvrage, l'exploitation, doivent se faire avec des fonds 100% publics.

Le choix de commencer par le tronçon nord ouest apparaît pour le moins surprenant au regard de l'avancée du projet sud est dans le Val de Marne...

Au regard de ces annonces, la CGT/RATP réaffirme la nécessité de maintenir et développer notre service public.

Le niveau des investissements reste limité au regard des besoins, l'État, une nouvelle fois, a une contribution minoritaire dans les 450 millions d'euros qu'il annonce.

La relance de l'économie ne se fera pas sans la relance de la consommation des ménages, ce qui implique, à la RATP comme ailleurs, une augmentation significative des salaires !

Défense du service public, salaires ... autant d'enjeux qui appellent à la réussite de la journée d'action interprofessionnelle et unitaire du 29 janvier prochain dans laquelle la CGT/RATP prendra toute sa place.

Paris, le 8 janvier 2009.